

Comité consultatif sur l'application des droits

Dix-huitième session
Genève, 2 – 4 juin 2026

CERTIFICATION DE L'ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES POUR LES ZONES FRANCHES : UN OUTIL À CARACTÈRE VOLONTAIRE VISANT À RENFORCER LE RESPECT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, À FAVORISER L'INNOVATION ET À LUTTER CONTRE LES ATTEINTES

*Contribution établie par Piotr Strykowski, économiste principal, et Camila Moreno, analyste des politiques, Organisation de coopération et de développement économiques, Paris (France)**

RÉSUMÉ

Les zones franches sont des moteurs essentiels du commerce, de l'investissement et de l'innovation; elles accueillent de plus en plus d'industries à forte intensité de propriété intellectuelle, telles que l'industrie pharmaceutique, l'électronique et l'industrie manufacturière de pointe. Cependant, certaines zones franches restent exposées aux atteintes à la propriété intellectuelle. La présente contribution examine comment la certification de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour les zones franches, en tant qu'outil à caractère volontaire, peut compléter les moyens traditionnels d'application des droits en favorisant la transparence, une gouvernance renforcée et des mesures concrètes qui soutiennent le commerce légitime et le respect de la propriété intellectuelle. La certification de l'OCDE pour les zones franches vient compléter l'approche de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) visant à renforcer le respect de la propriété intellectuelle; elle constitue un outil puissant pour faire progresser ses objectifs fondamentaux en consolidant le respect de la propriété intellectuelle dans des environnements commerciaux concrets.

* Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur et pas nécessairement celles du Secrétariat ou des États membres de l'OMPI.

I. INTRODUCTION : LES ZONES FRANCHES À LA CROISÉE DES CHEMINS

1. Les zones franches sont des zones désignées au sein d'un pays où les marchandises peuvent être importées, stockées, transformées et réexportées selon des procédures douanières simplifiées et souvent assorties d'avantages fiscaux. Ces avantages comprennent généralement des régimes de suspension des droits de douane et des taxes tant que les marchandises restent dans la zone franche, conformément à la réglementation nationale. Si les marchandises peuvent entrer sur les marchés nationaux, elles sont généralement soumises aux droits de douane applicables et à des contrôles réglementaires. Ces caractéristiques font des zones franches des pôles attractifs pour la logistique, la fabrication et la distribution.

2. La certification de l'OCDE pour les zones franches s'appuie sur ces réalités opérationnelles. Pour obtenir cette certification, les zones franches font l'objet d'une évaluation indépendante de leur gouvernance et de leurs pratiques opérationnelles au regard d'un ensemble de critères tirés de la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur la lutte contre le commerce illicite : renforcement de la transparence dans les zones franches¹. Ce processus évalue à la fois le cadre mis en place par les pouvoirs publics et les pratiques mises en œuvre par les opérateurs des zones et les entreprises, notamment en matière de diligence raisonnable, de traçabilité et de coopération avec les autorités chargées de l'application de la loi. La certification est accordée aux zones qui démontrent leur conformité aux normes applicables et leur engagement en faveur de l'amélioration continue.

3. Les zones franches² sont devenues des maillons essentiels des chaînes de valeur et d'approvisionnement mondiales. En proposant des procédures douanières simplifiées, des incitations fiscales et des infrastructures modernes, elles jouent un rôle clé pour attirer les investissements étrangers directs, soutenir les exportations et favoriser le développement industriel. De plus en plus, les zones franches accueillent également des secteurs à forte valeur ajoutée et axés sur l'innovation, pour lesquels la propriété intellectuelle constitue un atout essentiel, notamment les produits pharmaceutiques, les dispositifs médicaux, l'électronique et l'industrie manufacturière de pointe.

4. Parallèlement, l'expansion rapide du commerce mondial, conjuguée à l'essor du commerce électronique et à la complexité des réseaux logistiques, a mis en évidence certaines faiblesses. Certaines zones franches ont été détournées à des fins de commerce illicite, notamment pour le trafic de marchandises portant atteinte à la propriété intellectuelle. Ces activités nuisent aux entreprises légitimes, sapent la confiance dans les systèmes commerciaux et compromettent le respect de la propriété intellectuelle.

5. Pour les autorités chargées de la propriété intellectuelle, cette réalité représente à la fois un défi et une opportunité. Si les cadres réglementaires et les protections juridiques sont indispensables, il existe un besoin croissant d'outils concrets et opérationnels permettant de prévenir les atteintes à la propriété intellectuelle dans les réalités du commerce. Dans ce contexte, la certification de l'OCDE pour les zones franches constitue un outil complémentaire et volontaire qui favorise le renforcement des capacités, améliore la transparence et encourage le respect de la propriété intellectuelle au niveau opérationnel.

6. Bien que les zones franches soient soumises à un contrôle douanier, certaines caractéristiques opérationnelles peuvent être exploitées par des acteurs malveillants pour introduire des marchandises portant atteinte à la propriété intellectuelle dans les circuits commerciaux. Par exemple, les marchandises peuvent être reconditionnées, réétiquetées ou regroupées au sein d'une même zone, ce qui rend leur traçabilité plus difficile. Elles peuvent

¹ OCDE (2019), Recommandation du Conseil sur la lutte contre le commerce illicite : renforcement de la transparence dans les zones franches, <https://legalinstruments.oecd.org/fr/instruments/OECD-LEGAL-0454>.

² Les zones franches sont également appelées zones de commerce extérieur, zones de libre-échange, etc.

ensuite être réexportées vers des pays tiers ou expédiées sous forme de petits colis liés au commerce électronique, rendant leur détection difficile. Dans certains cas, la falsification de documents ou l'utilisation abusive des procédures de transit peuvent rendre encore plus difficile l'identification de l'origine des marchandises. Ces risques ne découlent pas des zones franches elles-mêmes, mais des lacunes en matière de surveillance, de coordination ou de conformité que la certification de l'OCDE pour les zones franches vise à combler.

II. LE DÉFI : LE COMMERCE ILLICITE ET LES RISQUES LIÉS À LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DANS CERTAINES ZONES FRANCHES

7. Les résultats d'une étude de l'OCDE montrent que certaines zones franches peuvent être utilisées par des acteurs malveillants cherchant à contourner les contrôles douaniers et à dissimuler l'origine des marchandises (OCDE, 2018³; OCDE/Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO), 2018⁴). Parmi les pratiques courantes, on peut citer le reconditionnement et le réétiquetage de produits contrefaisants, la falsification de documents et l'utilisation des zones franches comme plaques tournantes pour les petits colis liés au commerce électronique. Ces activités constituent un défi particulier pour les autorités chargées de l'application de la loi, car elles impliquent souvent des chaînes d'approvisionnement fragmentées et plusieurs juridictions.

8. Plusieurs facteurs structurels contribuent à ces risques. Dans certains cas, les mécanismes de contrôle au sein des zones franches peuvent être limités, ou la coordination entre les principales autorités (notamment les douanes, les responsables de la gestion des zones franches, les autorités chargées de la propriété intellectuelle et les organismes chargés de faire respecter la loi) peut s'avérer insuffisante. De plus, les entreprises opérant dans les zones franches peuvent ne pas avoir pleinement conscience des risques liés à la propriété intellectuelle ni disposer des outils nécessaires pour les gérer efficacement.

9. Il convient toutefois de souligner que ces défis ne touchent pas toutes les zones franches de la même manière, car nombre d'entre elles fonctionnent selon des normes élevées, s'appuient sur des cadres de gouvernance solides et entretiennent une coopération étroite avec les autorités compétentes. En réalité, certaines des zones franches les plus prospères s'articulent autour de secteurs qui dépendent fortement de la protection de la propriété intellectuelle. Le principal défi en matière de politique générale ne consiste donc pas à restreindre les zones franches, mais à identifier et à promouvoir celles qui fonctionnent de manière intègre.

10. Une lacune notable dans le paysage actuel réside dans l'absence de mécanismes largement reconnus permettant d'identifier et de récompenser les zones franches qui affichent de bons résultats. Sans ces outils, il est difficile pour les gouvernements, les investisseurs et les titulaires de droits de propriété intellectuelle de distinguer les environnements à haut risque de ceux à faible risque.

III. LA CERTIFICATION DE L'OCDE POUR LES ZONES FRANCHES : UNE RÉFÉRENCE À CARACTÈRE VOLONTAIRE

11. La certification de l'OCDE pour les zones franches a été mise en place pour combler une lacune en matière de politique générale. Dans le prolongement de la recommandation susmentionnée du Conseil de l'OCDE sur la lutte contre le commerce illicite : renforcement de la transparence dans les zones franches, cette certification offre un cadre structuré et volontaire

³ OCDE (2018), *Governance Frameworks to Counter Illicit Trade*, Illicit Trade, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264291652-en>.

⁴ OCDE/EUIPO (2018), *Trade in Counterfeit Goods and Free Trade Zones: Evidence from Recent Trends*, Illicit Trade, OECD Publishing, Paris/EUIPO, Alicante, <https://doi.org/10.1787/9789264289550-en>.

permettant d'évaluer et de reconnaître les zones franches qui appliquent des normes élevées en matière de gouvernance, de transparence et de conformité.

12. La certification de l'OCDE pour les zones franches repose sur un modèle de responsabilité partagée. Les gouvernements mettent en place le cadre juridique et institutionnel, notamment en matière de contrôle douanier et d'exigences réglementaires, tandis que les autorités de gestion des zones franches et les opérateurs économiques sont chargés de mettre en œuvre les mesures de conformité au quotidien. La recommandation du Conseil de l'OCDE encourage les gouvernements à promouvoir la transparence et à garantir l'accès à l'information, tandis que les zones franches et les entreprises adoptent un code de conduite volontaire dans le cadre de leurs pratiques opérationnelles. Le système de certification lui-même a été élaboré dans le cadre d'un partenariat public-privé associant l'OCDE, les zones franches d'exportation et les organismes d'évaluation de la conformité (le secteur des tests, inspections et certifications (TIC)).

13. La certification de l'OCDE pour les zones franches se veut pratique et accessible. Il ne s'agit pas d'un instrument réglementaire et elle n'impose aucune obligation juridique supplémentaire. En revanche, elle vise à recenser et à valider les pratiques recommandées existantes, offrant ainsi aux zones franches un moyen crédible de démontrer leur engagement en faveur de la lutte contre le commerce illicite et de la protection de la propriété intellectuelle.

14. Le processus d'évaluation porte sur plusieurs aspects essentiels, notamment :

- les procédures de diligence raisonnable applicables aux entreprises opérant au sein de la zone franche
- la coopération avec les autorités douanières et les autorités chargées de l'application de la loi
- la gestion des risques et la traçabilité des marchandises
- les politiques internes de lutte contre le commerce illicite, y compris la contrefaçon

15. L'une des caractéristiques principales de la certification de l'OCDE pour les zones franches réside dans son approche minimaliste, puisqu'elle est conçue pour réduire au minimum la charge administrative tout en offrant des avantages concrets. Comme l'ont déjà montré les projets pilotes, le processus de certification est relativement rapide, rentable et évolutif, ce qui le rend accessible à un large éventail de zones franches.

16. Pour les autorités chargées de la propriété intellectuelle et les organismes chargés de faire respecter la loi, la certification de l'OCDE pour les zones franches constitue un excellent point de départ pour nouer des relations. En apportant leur expertise sur les risques liés à la propriété intellectuelle et les pratiques en matière d'application des droits, les autorités compétentes en matière de propriété intellectuelle et les organismes chargés de l'application de la loi peuvent contribuer à définir le processus d'évaluation et veiller à ce que les critères de certification tiennent compte de manière efficace des réalités liées aux atteintes à la propriété intellectuelle.

IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET PROMOTION DU RESPECT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE VIA LA CERTIFICATION POUR LES ZONES FRANCHES

17. Outre son rôle de mécanisme de reconnaissance, la certification de l'OCDE pour les zones franches sert de plateforme pour le renforcement des capacités et la sensibilisation. Ces éléments sont au cœur des efforts visant à renforcer le respect de la propriété intellectuelle, soulignant l'importance de la sensibilisation, de la coopération et des outils concrets pour favoriser une culture du respect des règles.

18. Les procédures de certification s'accompagnent généralement de formations et d'un dialogue entre les autorités de la zone franche, les entreprises et les institutions publiques. Les résultats de ces activités sont les suivants :

- sensibilisation accrue des responsables des zones franches et des opérateurs économiques aux risques liés à la propriété intellectuelle
- renforcement des systèmes internes de conformité
- promotion de la coopération entre les douanes, les autorités chargées de la propriété intellectuelle, les organismes chargés de l'application de la loi et les acteurs du secteur privé

19. Cette approche va de pair avec les objectifs des programmes de renforcement des capacités de l'OMPI. En intégrant les questions de propriété intellectuelle dans le fonctionnement quotidien des zones franches, la certification de l'OCDE pour les zones franches contribue à combler le fossé entre les cadres juridiques et la mise en œuvre concrète.

20. Les synergies potentielles dans ce domaine sont considérables. Les initiatives communes pourraient notamment porter sur les points suivants :

- élaboration de modules de formation sur mesure destinés aux acteurs des zones franches
- création de guides pratiques sur la gestion des risques liés à la propriété intellectuelle
- intégration de contenus relatifs aux zones franches dans les programmes de formation existants de l'OMPI

21. Pour les autorités chargées de la propriété intellectuelle et les organismes chargés de faire respecter la loi, la participation à de telles initiatives présente de nombreux avantages. Elle renforce leur visibilité au sein des écosystèmes commerciaux au sens large, consolide leurs relations avec le secteur privé et leur fournit de nouveaux outils pour soutenir leurs efforts en matière d'application des droits.

22. Au cours de la phase pilote de la mise en œuvre de la certification de l'OCDE pour les zones franches, la protection des droits de propriété intellectuelle s'est révélée être un domaine clé nécessitant des améliorations dans l'ensemble des zones. L'expérience pratique a montré que certains opérateurs économiques implantés dans les zones franches se concentrent principalement sur les services de stockage et de logistique et n'ont souvent pas accès à l'ensemble des documents commerciaux relatifs aux marchandises qu'ils traitent. Cela met en évidence la nécessité de disposer d'actions de sensibilisation, de conseils et d'outils pratiques sur mesure, adaptés aux réalités opérationnelles des zones franches.

23. Les responsables des zones franches et les opérateurs économiques ont tous exprimé leur volonté de renforcer encore leurs connaissances et leurs capacités dans ce domaine. Une formation spécifique peut contribuer à mieux comprendre les risques liés à la propriété intellectuelle, à renforcer les procédures internes, à faciliter la diligence raisonnable vis-à-vis des fournisseurs et à promouvoir des pratiques recommandées en matière de gestion des stocks et de documentation.

24. L'intégration systématique de mesures de renforcement des capacités axées sur la propriété intellectuelle dans la gouvernance des zones franches favoriserait une culture de conformité préventive et fondée sur les risques, aidant ainsi ces zones à rester compétitives et transparentes, tout en conservant leur statut de pôles commerciaux de confiance. Les investissements dans le renforcement des capacités en matière de propriété intellectuelle dans les zones franches constituent donc une mesure concrète pour renforcer le respect de la

propriété intellectuelle, encourager l'innovation et lutter contre les atteintes à la propriété intellectuelle.

V. ÉTUDES DE CAS : DES ZONES FRANCHES RECONNUES POUR LEUR SOUTIEN AUX SECTEURS À FORTE INTENSITÉ DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

25. La certification de l'OCDE pour les zones franches a déjà été mise en œuvre dans plusieurs zones pilotes, ce qui démontre sa pertinence pratique et son impact.

26. Au Costa Rica, les zones franches de Coyol et de La Lima se sont imposées comme des exemples phares. D'entreprises spécialisées dans les dispositifs médicaux et les sciences de la vie, des secteurs qui dépendent fortement de la protection de la propriété intellectuelle et du respect des réglementations. La certification de l'OCDE pour les zones franches a renforcé leur réputation d'environnements sûrs et fiables pour les investissements de grande valeur, contribuant ainsi à attirer et à fidéliser des entreprises internationales⁵.

27. De même, la Zona Franca Barcelona, en Espagne, fait figure de référence européenne en matière de gouvernance et d'innovation. De même, la Zona Franca Barcelona, en Espagne, fait figure de référence européenne en matière de gouvernance et d'innovation. En s'alignant sur les normes de l'Union européenne, la Zona Franca Barcelona s'est imposée comme un carrefour d'affaires pour les industries manufacturières de pointe et les secteurs axés sur la technologie. Cette certification a encore renforcé sa notoriété internationale, témoignant ainsi de son engagement en faveur de la transparence et de l'intégrité⁶.

28. Ces exemples illustrent une tendance plus générale : les zones franches qui accordent la priorité à la protection de la propriété intellectuelle et au respect des normes sont mieux placées pour attirer des investissements de qualité et s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales. La certification de l'OCDE pour les zones franches soutient ce modèle en apportant une validation externe et en renforçant sa crédibilité.

29. Ces études de cas montrent également que la certification de l'OCDE pour les zones franches ne vise pas à imposer de nouvelles conditions, mais plutôt à reconnaître et à mettre en valeur les atouts existants. Cela rend la certification de l'OCDE pour les zones franches particulièrement intéressante pour les zones qui ont besoin de se démarquer dans un environnement mondial concurrentiel.

VI. INCIDENCES SUR LES POLITIQUES ET VOIE À SUIVRE

30. La certification de l'OCDE pour les zones franches a des incidences importantes pour les autorités chargées de la propriété intellectuelle et les organismes chargés de faire respecter la loi, les décideurs politiques et les organisations internationales.

31. Pour les autorités chargées de la propriété intellectuelle et les organismes chargés de faire respecter la loi dans les pays abritant des zones franches, notamment dans des régions telles que l'ASEAN et l'Europe du Sud-Est, la certification de l'OCDE pour les zones franches constitue un outil pratique pour renforcer les écosystèmes nationaux de la propriété intellectuelle. En s'engageant dans des processus de certification et en soutenant les activités de formation associées, les autorités chargées de la propriété intellectuelle et les organismes chargés de faire respecter la loi peuvent contribuer à garantir que les zones franches fonctionnent conformément aux normes internationales et aux pratiques recommandées.

⁵ OCDE (2026a) Implementation of the OECD Free Trade Zones Recommendation: OECD FTZ Pilot Certification—Costa Rican Free Trade Zones: Coyol and La Lima.

⁶ OCDE (2026b) Implementation of the OECD Free Trade Zones Recommendation: OECD FTZ Pilot Certification—Barcelona Free Trade Zone.

32. Pour les autorités chargées de la propriété intellectuelle et les organismes chargés de faire respecter la loi dans les pays ne disposant pas de zones franches, mais dont les industries à forte intensité de propriété intellectuelle investissent à l'étranger, la certification de l'OCDE pour les zones franches offre un moyen de protéger les actifs de propriété intellectuelle à l'étranger. En encourageant les investisseurs à s'implanter dans des zones certifiées, ils peuvent réduire leur exposition aux risques et favoriser la mise en place de chaînes d'approvisionnement plus sûres.

33. Pour l'OMPI, la certification de l'OCDE pour les zones franches est un outil qui peut renforcer et compléter les mesures existantes de renforcement des capacités. En intégrant des éléments liés aux zones franches dans ses programmes, l'OMPI peut accroître son influence et relever les nouveaux défis mondiaux liés au commerce.

34. Plus généralement, la certification de l'OCDE pour les zones franches contribue à faire évoluer la façon dont celles-ci sont perçues. Plutôt que d'être considérées avant tout comme des zones à risque potentiel, les zones certifiées peuvent être reconnues comme des pôles commerciaux de confiance qui favorisent l'innovation, protègent la propriété intellectuelle et encouragent un développement économique durable.

VII. CONCLUSION

35. Les zones franches ne sont pas par définition sources de risques; il s'agit plutôt d'un outil politique dont les résultats dépendent de la manière dont elles sont gérées. La certification de l'OCDE pour les zones franches démontre qu'une approche volontaire et concrète peut efficacement favoriser la transparence, l'intégrité et le respect de la propriété intellectuelle.

36. En conjuguant reconnaissance, renforcement des capacités et mobilisation des parties prenantes, la certification de l'OCDE pour les zones franches offre une solution dynamique à un défi mondial complexe. Sa conformité avec l'approche de l'OMPI visant à renforcer le respect de la propriété intellectuelle en fait un complément précieux au dispositif international de protection de la propriété intellectuelle.

37. Une coopération renforcée entre l'OCDE, l'OMPI et les autorités nationales chargées de la propriété intellectuelle ainsi que les organismes chargés de faire respecter la loi peut accroître encore l'impact de la certification de l'OCDE pour les zones franches et contribuer à transformer ces zones en environnements fiables qui favorisent l'innovation, protègent les titulaires de droits et contribuent à une croissance économique durable.

[Fin de la contribution]